

Les techniques novatrices de la Russie pour surveiller l'Internet

Une fuite massive des données du gendarme de l'Internet russe permet de comprendre comment cette structure surveille des pans entiers du réseau et développe des outils ciblant les « offenses » à Vladimir Poutine.

Par Benoît Vitkine (Moscou, correspondant)

Publié le 10 février 2023 à 05h16, modifié le 10 février 2023 à 08h48 • Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

Il y a la partie émergée de l'iceberg : l'interdiction de réseaux sociaux étrangers, le blocage de sites d'information, les poursuites judiciaires pour des likes ou des commentaires en ligne. Et puis il y a le travail souterrain, d'une ampleur bien plus importante, qui vise à garantir un « Internet propre », selon le nom d'un des programmes secrets développés par les autorités russes.

Lire aussi : [Guerre en Ukraine : pas de « menace directe » visant la Moldavie ou la Roumanie, selon les Etats-Unis](#)

Le détail de cette besogne est désormais connu grâce à une enquête publiée simultanément, mercredi 8 février, par plusieurs sites d'investigation russes, tous en exil (*Proekt*, *Mediazona*, *Agenstvo* ou *Radio Svoboda*, pour les principaux). L'enquête elle-même a été rendue possible par le piratage, au mois de novembre 2022, de l'agence de supervision de l'Internet, Roskomnadzor. A cette occasion, 700 000 courriels et deux millions de documents auraient été récupérés par des hackers biélorusses membres d'une organisation nommée Cyber Partisans.

Sur le papier, Roskomnadzor est une banale agence administrative, chargée de distribuer les fréquences radio ou de veiller au respect des lois protégeant les données personnelles. En réalité, elle s'est transformée en une structure de contrôle, de censure et même d'infiltration de segments entiers de l'Internet.

« Agents de l'étranger »

Premier enseignement de ces fuites, l'ampleur des blocages opérés depuis le début de « l'opération spéciale » en Ukraine : durant les neuf premiers mois de conflit, 150 000 pages Internet et publications sur les réseaux sociaux ont été effacées, concernant notamment les pertes de l'armée russe ou les crimes que celle-ci est accusée d'avoir commis en Ukraine. L'accès à 72 médias russes, 23 médias étrangers et 630 sites ukrainiens a aussi été purement et simplement bloqué.

Lire aussi : [Avec l'interdiction de Facebook et Instagram, Moscou poursuit sa reprise en main de l'information](#)

Dans le cadre de ce travail de veille, les agents de Roskomnadzor partagent aussi une partie de leurs trouvailles avec d'autres structures, comme le bureau du procureur, la police ou le FSB, les services de sécurité. A cet effet, des tchats thématiques sont utilisés, aux noms évocateurs : « *Faussees informations* [sur l'armée] », « *sentiment contestataire* », « *déstabilisation* », « *ingérence étrangère* »...

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

[Télécharger l'application](#)

Dans le même registre, Roskomnadzor a aussi établi des listes de centaines de journalistes et de blogueurs, mais aussi des experts qui ont pour habitude de leur parler. Nombre des personnalités recensées dans ces listes sont ensuite désignées comme « agents de l'étranger ». D'autres personnalités, notamment du monde de la culture, sont aussi surveillées de la même manière.

Des citoyens condamnés

Selon les médias russes participant à l'enquête parue mercredi, des rapports quotidiens sont par ailleurs rédigés au sujet des contenus circulant sur l'Internet russe au sujet de deux thèmes jugés sensibles : la santé du président Vladimir Poutine et la mobilisation. Des tâches plus ponctuelles peuvent aussi être assignées aux agents : par exemple obtenir des services de météo en ligne qu'ils intègrent les territoires annexés de l'Ukraine aux prévisions russes ; ou des campagnes de commentaires négatifs concernant une personnalité jugée déloyale – une activité qui paraissait jusque-là réservée aux « fermes à trolls » de l'entrepreneur privé proche du Kremlin Evgueni Prigojine, fondateur de la compagnie de mercenaires Wagner.

En plus des trolls, les services de Roskomnadzor auraient recours à des « bots » permettant de créer rapidement un nombre important de faux comptes sur les réseaux sociaux, dans le but d'infiltrer et donc de surveiller des conversations dans des groupes privés. Si le résultat de ce travail n'est pas détaillé, des citoyens russes ont bel et bien été condamnés pour « diffusion de fausses informations » ou « discréditation de l'armée » pour des écrits privés en ligne. La plupart du temps, toutefois, ces condamnations ont fait suite à des dénonciations d'autres participants à ces conversations.

Lire aussi | [Guerre en Ukraine : comment les Russes antiguerre contournent un Internet muselé](#)

Des outils encore plus innovants sont développés par Roskomnadzor, notamment en coopération avec des institutions universitaires comme l'Institut physico-technique de Moscou. En 2020, un département de la structure de contrôle a ainsi reçu mission de développer un système baptisé « Internet propre » utilisant l'intelligence artificielle pour systématiser le travail de surveillance en ligne. Selon ses concepteurs, « Internet propre » devrait être capable d'identifier sur l'ensemble du réseau russe des messages interdits concernant un large spectre : extrémisme, terrorisme, « appels à des actions publiques illégales », « propagande des relations non traditionnelles » (l'homosexualité) ou encore « dénigrement des symboles de l'Etat ».

Repérer ses cibles

L'Institut physico-technique de Moscou a apporté sa pierre à l'édifice en développant un système, baptisé « Okulus », capable de repérer non seulement des textes, mais aussi des images et des vidéos. Aux thématiques déjà citées s'en ajoutent d'autres : critiques du pouvoir ; promotion de l'opposition ; promotion du mode de vie « *child free* » (le fait de ne pas avoir d'enfants), de la toxicomanie, du suicide ; moyens permettant d'échapper à l'armée ; « actions artistiques offensantes » ; « méthodes de Gene Sharp » (un théoricien de l'action politique non violente)...

Lire aussi : [Le Kremlin cherche à mettre au pas la contestation sur Internet](#)

Selon les documents récupérés par les hackers biélorusses et transmis aux journalistes russes, des stocks d'images ont aussi été constitués pour entraîner le système Okulus à repérer ses cibles. On y trouve notamment des dossiers contenant des « images offensantes pour le président » et des

« comparaisons du président avec des personnages négatifs » – soit, de manière plus détaillée, des fichiers nommés « Poutine représenté sous la forme d'un crabe », « Poutine représenté sous la forme d'une mite » ou encore des images comparant le président à un vampire ou à Adolf Hitler.

Lire aussi | [Guerre en Ukraine : « En Russie, Internet et le paysage médiatique sont en train d'être verrouillés »](#)

Benoît Vitkine (Moscou, correspondant)

Services *Le Monde*

Découvrir

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Testez votre culture générale avec la rédaction du Monde

Mots croisés, sudoku, mots trouvés... Jouez avec nous

Voir plus